

Aujourd'hui les retraités comme les salariés subissent une réduction pouvoir d'achat. Tenter d'opposer les salariés aux retraités, ne peut masquer que les bénéficiaires du CAC 40 battent des records, que l'ISF est supprimé... Une petite minorité est de plus en plus riche aux dépens des retraités, des salariés, comme du reste de la population.

Une partie des personnes âgées est en voie de paupérisation

Une nouvelle fois le Pouvoir d'achat des retraités-es va gravement être impacté : après 3 ans de blocage des pensions, une année 2018 sans aucune augmentation, la hausse de la CSG, le Premier ministre annonce une hausse des pensions de + 0,30 % en 2019 et 2020. Or, le taux d'inflation mesuré par l'INSEE est de + 2,30 % sur les douze derniers mois. C'est une régression insupportable du pouvoir d'achat des retraités que le Premier ministre a tenté de justifier en prétendant vouloir privilégier le travail. Mensonge : réduire le pouvoir d'achat des retraités n'a jamais favorisé et ne favorisera ni l'activité ni l'emploi.

Nous pouvons y ajouter la désindexation des pensions sur les salaires, baisse de l'APL, suppression de la demi part fiscale pour les personnes seules, imposition des 10% de majoration de pension pour avoir élevé 3 enfants. Sans compter le coût des mutuelles, des hébergements en EHPAD, le recul des services publics : hôpitaux, transports, énergie...

C'est une véritable déclaration de guerre de la part du gouvernement.

Les retraités n'accepteront pas d'être à nouveau les dindons de la farce. Nous sommes là aujourd'hui pour dire non : les retraités-es ne sont pas une variable budgétaire.

Ce que nous prépare le gouvernement avec cette désindexation, ce sont des revalorisations liées à la conjoncture économique, ce sont ni plus ni moins que les prémices de la retraite à point.

Mais nous sommes aussi inquiets pour l'avenir :

Le régime universel, c'est la disparition de tous les régimes de retraite existants et l'alignement des droits vers le bas. Cela fragiliserait le principe du système de la retraite par répartition : Nous cotisons durant notre vie professionnelle, ce qui nous ouvre des droits à pension. Le régime universel individualisé et par points, poussera au développement d'une retraite complémentaire par capitalisation répondant en cela aux appétits des assureurs.

Cette réforme menace tous les mécanismes de solidarité. Désormais, la pension de chacune et de chacun dépendra, de fait, de l'arbitraire gouvernemental.

La retraite par points, c'est la remise en cause de la solidarité. C'est l'individualisation de la retraite. Chacun ne touchera que ce qu'il a cotisé. Et on peut imaginer ce que cela donnera avec les périodes de chômage, le travail partiel.

Elle menace aussi les pensions de réversion. Le gouvernement, après avoir envisagé de les supprimer, parle maintenant d'harmoniser les droits en introduisant en particulier des conditions de ressource qui n'existent ni dans la fonction publique ni dans les régimes complémentaires, supprimant ou réduisant le montant des réversions.

Il dit également qu'il ne touchera pas aux réversions en cours. Ces propos démontrent qu'il entend remettre en cause les futures réversions.

En effet, un retraité perçoit sa propre pension. La pension de réversion susceptible de s'y ajouter, plus tard après la réforme, serait calculée selon les nouvelles normes.

Sur ces questions comme sur tant d'autres le gouvernement entend remplacer des droits par des aides sociales aléatoires. Ce que nos aînés ont conquis est en jeu.

Le 3 octobre des délégations venues de toutes la France à l'appel des 9 organisations et associations ont frappé à la porte de l'Assemblée Nationale afin de remettre au Président du groupe en Marche, les pétitions signées par des milliers de retraités. 300 000 ce qui n'est pas anodin et rend compte de la colère et de la mobilisation des retraités qui loin de se résigner aux atteintes répétés à leur pouvoir d'achat veulent manifester leur détermination à faire reculer les mesures prises et celles envisagées par le gouvernement Macron.

Le président du groupe de députés de la majorité présidentielle n'a pas reçu les délégations mais s'est engagé à les recevoir bientôt. Les 9 organisations de retraités à l'initiative de ces délégations sont bien décidées à lui rappeler sa promesse.

Ce sont les députés communistes qui sont venus les chercher et les ont remises au 1^{er} Ministre.

Macron a une nouvelle fois montré l'intérêt qu'il porte aux retraités. Ne vous plaignez pas, c'était moins bien en 1958, et la France ira mieux a-t-il conseillé à des retraités, majoritairement des femmes qui l'interpellaient sur leurs faibles retraites.

L'UCR-CGT, l'UCR-FO, UNIRS-Solidaires et la Fédération LSR sont aux côtés des salariés, des fonctionnaires, des chômeurs, des jeunes, pour exiger le maintien de tous les régimes de retraite avec leurs droits actuels.

Nous allons continuer à défendre nos revendications en affirmant haut et fort :

Non à la retraite en points !

Pour une revalorisation des retraites et indexation sur les salaires !

Pour le rétablissement de la ½ part pour les personnes seules et le retour à l'exonération de la majoration familiale !

Pour la défense et le développement des services publics !

Pour la défense de notre Sécurité sociale !

Pour de véritables moyens humains et financiers pour les EHPAD !

Tout ceci est possible par un autre partage des richesses et la fin de leur accaparement par une minorité.